



HAL
open science

La France du Sud : La Haute-Garonne

Michel Goubet

► **To cite this version:**

Michel Goubet. La France du Sud : La Haute-Garonne. Philippe Buton; Jean-Marie Guillon. Les pouvoirs en France à la Libération, Belin, p. 482-493, 1994, 2701116090. halshs-04279851

HAL Id: halshs-04279851

<https://shs.hal.science/halshs-04279851>

Submitted on 10 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À la veille de la Libération

Le pouvoir de Vichy est aux abois et, à Toulouse, comme dans tout le département de la Haute-Garonne, la Résistance est prête à assurer la relève. Depuis les mois de mai-juin 1944, les FFI sont en voie de formation afin d'obtenir une meilleure coordination entre organisations militaires différentes (CFL, ORA et Corps-Franc Pommiès, FTP essentiellement). Jean Cassou est le commissaire de la République désigné, reconnu par tous.

Un CDL de 10 membres, présidé par *Jean* Carovis, joue le rôle de fédérateur et « d'impulseur » de la Résistance départementale. Il prépare la mise en place de comités locaux de Libération et de Milices patriotiques, sorte de « réserves » devant appuyer l'action des FFI. Un consensus paraît exister pour faire référence au programme du CNR. Malgré leurs différences d'âge, d'origine ou de formation, les principaux responsables – Cassou (47 ans), Carovis (36 ans), Ravanel (24 ans), chef régional, et FFI ou encore Vernant (30 ans), le chef départemental — appartiennent au MLM et poursuivent les mêmes objectifs : préparer l'insurrection populaire, conçue beaucoup plus comme un moyen de repousser l'occupant et de conquérir la liberté les armes à la main que comme une action révolutionnaire. Mais le combat se veut à la fois politique et militaire : libérer le sol national, mais aussi instaurer des réformes économiques et sociales.

L'unité de la Résistance n'est pas totale. Certaines organisations continuent à penser que le combat doit être seulement militaire. Les différences, un temps masquées par les impératifs de la lutte contre l'ennemi, n'ont pas vraiment disparu. L'approche de la Libération aiguise les ambitions. Les méfiances d'antan persistent. En particulier, entre radicaux, socialistes et communistes. Au CDL, le MLN, les socialistes et les communistes sont majoritaires et associés, mais le représentant du PCF se plaint de « *l'anticommunisme tenace de presque tous les mouvements*¹ ». Les socialistes contrôlent le futur comité de Libération de Toulouse et l'un de leur, Raymond Badiou, est prévu pour occuper le poste de maire. Les communistes ont leur influence réelle renforcée par l'existence de nombreuses organisations « satellites » et la présence d'éléments sympathisants à la tête des principaux organismes régionaux départementaux : deux membres sur trois du Directoire régional du MLN, mais aussi Ravanel, Vernant voire Cassou ne passent-ils pas pour être communistes ou tout au moins communistes ? Déjà, dans certains milieux locaux ou extérieurs de la Résistance (à Londres, comme à Alger), on commence à s'inquiéter. Pourtant, l'analyse objective des différents rapports de force conduit à constater un relatif équilibre entre groupement : on compte à la Libération 7342 AS–CFL, 2730 ORA–CFP, mais seulement 1484 FTP².

¹ Michel Goubet, « La Résistance toulousaine : structures, objectifs (printemps-été 1944) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 99, 1975, pp. 25-44.

² D'après les calculs de Daniel Latapie, correspondant du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, à partir des archives FFI de l'ex-17^e région militaire. Sur 43648 FFI recensés à la Libération dans l'ancienne R4

La Libération

Plusieurs évènements ont conditionné la libération de Toulouse et de son département. Les Allemands sont partis plus rapidement que prévu. L'insurrection populaire n'a pas eu l'ampleur espérée. De nombreuses formations FFI ont afflué sur Toulouse, certaines (les FTP du Lot mais aussi des maquis CFL et le « groupe Parisot » de la brigade de l'Armagnac) à la demande de Ravanel, pour y assurer la sécurité, mais également « *y accomplir de façon exemplaire l'insurrection et la prise de pouvoir* », (Ordre d'Opérations n°3 du 14 août). Surtout, le commissaire de la République désigné, Cassou, ayant été blessé grièvement par une patrouille ennemie dans la nuit du 19 au 20 août, il a fallu pourvoir au dernier moment à son remplacement. La candidature de son suppléant, Pierre Bertaux, est retenue³, mais celui-ci, bien qu'ayant été un des premiers résistants de 1940-1941, n'est pas connu de la plupart des responsables de 1944. Il n'a pas été associé aux préparatifs de la Libération, ignorant par exemple le nom des préfets à mettre en place dans les départements libérés. Certains considèrent sa nomination comme provisoire, et, de ce fait, ont tendance à minimiser son rôle. Dans les jours qui suivent la Libération, il a du mal à imposer son autorité et doit très souvent composer. Originalité de la région : pas de présence alliée, sinon sous la forme d'équipes parachutées, comme celle du colonel américain Fuller, dans le sud du département ou du colonel anglais Starr *Hilaire* dans le Gers. Également une forte présence de guérilleros espagnols (plusieurs milliers), auxiliaires de la Résistance locale durant la période clandestine.

Celle-ci prend fin le 20 août au matin. Il n'y a pas de vide du pouvoir. Comme prévu, au Capitole, le nouveau maire, Badiou, prend ses fonctions et donne l'ordre aux chefs de service d'assurer la continuité administrative. À la préfecture, l'entrevue entre l'ancien préfet, Sadon et le CRR Bertaux est des plus cordiales. Le nouveau préfet Cassagneau est installé. C'est également là que siège le CDL. Pendant les premières semaines qui suivent la Libération, il se comporte en véritable organe exécutif et délibératif. Il prélève des amendes, procède à des confessions, ordonne des arrestations et des internements... Il intervient sur tout : l'épuration, le ravitaillement, l'information, les négociations sociales. Il se veut représentatif d'une vie locale intense, d'un pouvoir régional actif. D'autant que sa représentativité est élargie dès le mois de septembre à 18 membres.

Son influence est relayée à la base par les CLL et les Milices patriotiques devenues Gardes civiques républicaines. Les premiers CLL ont été créés aussi dans des entreprises (les grands magasins du Capitole, l'Épargne, la Manufacture du tabac, l'Hôpital Purpan, etc. à Toulouse). On en compte 530 dès le mois de septembre. Ils assurent la direction des affaires municipales dans le plus grand nombre de communes (290 à la fin octobre). Quant au MP, elles ont une structure paramilitaire et sont placées sous le contrôle et l'autorité du CDL.

Reste le cas des Forces armées qui ont joué un relatif durant la phase de la Libération proprement dite. Formées de groupements FFI plus ou moins contrôlés, elles ont afflué sur

(Landes et Lot-et-Garonne non compris), il y a 15933 FTP (dont 9565 dans le Lot et 3518 dans l'Ariège), 14254 AS, 9402 ORA etc. (archives personnelles Daniel Latapie).

³ Cette nomination a donné lieu à des controverses. Mais dans « La libération de Toulouse vue par le pouvoir central », *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse. Eché Edition, 1986, pp. 149-173, Pierre Laborie a démontré que Bertaux avait bien été prévu comme suppléant éventuel de Cassou.

Toulouse, s'installant un peu partout, réquisitionnant immeubles et hôtels, perquisitionnant, s'ignorant, voir s'opposant les unes aux autres.

Nouveaux pouvoirs

La nature du pouvoir de la Résistance est essentiellement politique et militaire, mais d'autres types de pouvoir s'épanouissent librement grâce à elle. Celui des travailleurs et de leurs syndicats (dont la CGT, a tendance socialiste), qui revendiquent de nouvelles formes de gestion dans les entreprises, tout en faisant preuve de suffisamment de responsabilité pour limiter les revendications matérielles et activer l'appareil de production (notamment dans l'aéronautique toulousaine). Celui de la presse régionale également. *La Dépêche de Toulouse* est interdite de parution. Une floraison de journaux apparaît, représentant toutes les tendances du « pouvoir résistant ». Une frénésie de liberté. Un ton résolument progressiste, unitaire, mais aussi critique.

A contrario, d'autres sources de pouvoir paraissent désormais plus en retrait. Il en est ainsi de l'Eglise. Pourtant, la sensibilité catholique est représentée dans les organes de la Résistance comme le CDL. L'archevêque de Toulouse, Mgr Saliège, a pris des positions critiques courageuses sous le régime de Vichy, ce qui lui vaut d'être convié par les nouvelles autorités à toutes les cérémonies, marquant le retour à la légitimité républicaine. Mais des incidents ont opposé des groupes résistants et ecclésiastiques (mitrillage de l'église Saint-Sernin, perquisition et contrôle des membres du clergé de l'église, de la Daurade...) Très vite, l'Eglise adopte une position nuancée : après avoir défendu un temps l'idée d'un certain « *messianisme social* » qui la mettait à l'unisson de « *l'esprit de la Résistance* », elle prend « *une attitude plus temporisatrice* » justifiée sans doute par « *la peur d'une prise du pouvoir par le parti communiste [...] et la crainte d'une séduction des jeunes catholiques par le marxisme*⁴ ».

Dans les jours et les premières semaines qui ont suivi la Libération, il y a donc bien eu changement de pouvoir. L'ancien ordre établi s'est effondré. Un apparent climat de désordres (mais aussi de liesse) populaires et « révolutionnaires » la remplacé. La Résistance occupe désormais le devant la scène. Elle représente une volonté unitaire maintes fois affirmée, une idéologie progressiste à forte connotation socialiste. Ce qui la conduit à promouvoir des réformes, en particulier dans les domaines économique (les « régies » municipales à Toulouse), social (« les accords de Toulouse » dans l'aéronautique) ou militaire (l'école de cadre FFI de l'Espinet près de Toulouse). Y a-t-il eu pour autant volonté de rupture plus profonde ? Certains l'ont cru. Certaines déclarations – « *le combat n'est pas terminé* » – ont pu le laisser penser. D'autant que MLM et socialistes vont souvent plus loin que les communistes dans l'ardeur novatrice et la phraséologie révolutionnaire. P. Bertaux a eu l'impression qu'il « *dérangeait des projets, sinon l'exécution d'un programme. Les communistes paraissaient pris de cours... L'insurrection ne s'achevait pas avec le départ des Allemands : elle ne faisait là que commencer*⁵ ».

L'attitude des parties est pleine d'ambiguïté. Il y a le Parti socialiste qui, dans son inspiration à retrouver la première place qu'il occupait avant-guerre, a adopté un ton nouveau

⁴ Jean-Louis Clément, « L'Eglise catholique et l'opinion publique à la Libération », in *La Libération dans le Midi...* *op. cit.*, pp.377-387.

⁵ Pierre Bertaux, *Libération de Toulouse et sa région*, Paris, Hachette, 1973, pp. 72-73.

à forte tonalité, marxiste révolutionnaire : il veut réformer l'armée, l'enseignement ; Il veut donner « la terre aux paysans » ; il se veut le grand « Parti du mouvement » et, pour cela, a fusionné, dès le 22 septembre 1944, avec le mouvement révolutionnaire socialiste (ex-Mouvement Libérer-Fédérer) pour fournir « *la seule formule susceptible de garantir le bonheur du peuple et la grandeur de la nation* ». Il y a surtout le Parti communiste. N'étant pas majoritaire au CDL, il porte ses efforts à la base en utilisant les organisations « satellites » et en cherchant à s'infiltrer au niveau des localités, des usines, des quartiers où se constituent de nouveaux nombreux groupes, mis en place généralement à son initiative et dont le contrôle lui appartient totalement. Même chose pour les MP et les toutes nouvelles Compagnies républicaines de sécurité. Marcel Thourel, secrétaire régional à l'organisation du Parti, le reconnaît : « *Des FTP, voir des militants communistes, se sont vus conseiller d'y souscrire un engagement* » ; l'action du parti a permis la formation « *d'autant de petits soviets, de communes, d'usine ou de quartier, généralement incontrôlable par nos autres partenaires*⁶. »

En fait, les choses sont plus complexes. Très vite, les nouvelles autorités ont eu souci de calmer les esprits, de lutter contre le désordre et l'agitation. La nomination du colonel *Georges*, chef des FTP du Lot comme responsable du maintien de l'ordre dans Toulouse va dans ce sens. Bien plus, le PCF ne se départ pas d'une attitude responsable de défenseur de l'ordre et de la légalité nouvelle. Les autres partis et mouvements vont dans la même voie. On maintient la pression, mais on refuse tout aventurisme. Des réformes, mais rien d'irréparable. Un souci constant de respecter la légalité. « *Nous ferons la révolution par la loi* » écrit André Hauriou, le 14 septembre dans *La République*, le journal du MLN. Cette volonté légaliste conduit en fait à freiner les ardeurs révolutionnaires de rupture avec le passé, héritées de la clandestinité et qui transparaissent encore dans les discours et dans les écrits. D'autant qu'il y a un équilibre des forces en présence. Nul n'est assuré d'une prééminence décisive. Tout le monde a intérêt à revendiquer et préserver l'union.

Le principal problème posé par la prise de pouvoir de la Résistance à la Libération n'est donc pas dans ce qu'elle a fait, dans ce qu'elle aurait pu faire ou ne pas faire mais bien dans ce que son unité est des plus fragile. Il n'y a pas « un pouvoir résistant », mais des « pouvoirs résistants ». Une espèce de « dualité des pouvoirs » est vite apparue. Entre d'une part, celui du commissaire de la République et du préfet, représentants locaux du Gouvernement provisoire et d'une conception centralisée traditionnelle de l'État républicain, et d'autre part celui des FFI, du CDL et des MP, relevant localement du CNR et représentatifs d'un pouvoir plus décentralisé et révolutionnaire. En principe, pas de problème. Ces deux types de pouvoir sont issus d'une même légitimité, d'un même moule, celui de la Résistance. Mais ils en reflètent toutes les ambiguïtés. P. Bertaux témoigne : « *Les CDL parlaient au nom du département, au nom de la Résistance, au nom du "peuple". Les Commissaires de la République, agissaient au nom de l'État, de la nation, de leur unité*⁷... » Les risques de conflits de personnes mais aussi d'autorité sont évidents. Vu le contexte local toulousain, la crise était inévitable.

⁶ Marcel Thourel, *Itinéraire d'un cadre communiste, 1935-1950, du stalinisme au trotskysme*, Toulouse, Privat, 1980, pp. 217 et 228.

⁷ Pierre Bertaux, *op. cit.* p.235

Pouvoir central et partis politiques

Pour des raisons à la fois de politique intérieure et extérieure, le général de Gaulle ne pouvait accepter la confusion des pouvoirs toulousains des premières semaines ayant suivi la Libération. Mal informé de la réalité locale, il n'a de cesse de renforcer l'autorité des représentants de l'État, préfet et commissaire de la République. Dès le 29 août, Pierre Bloch, commissaire, adjoint à l'Intérieur, et André Philip, membres du Gouvernement provisoire, viennent à Toulouse confirmer P. Bertaux dans ses fonctions. Le 16 septembre, le général de Gaulle en personne se rend à Toulouse. Une visite décisive. Il conforte à nouveau l'autorité de Bertaux et traite avec condescendance les Résistants locaux (au point que ceux-ci auraient un temps envisagé de... l'enlever !) Il exige le départ de toutes les missions alliées et nomme un militaire de carrière, le général Collet, à la tête des forces de la 17^e Région militaire toulousaine. Mais quand celui-ci prend officiellement son poste – le 26 octobre – l'objectif recherché – contrôle ou élimination des différents groupes armés – est en grande partie atteint, non sans arrière-pensées politiques.

Dès le début du mois de septembre, la création d'une unité mobile, la colonne Schneider, est chargée de poursuivre et combattre les troupes Allemandes en retraite, permet de réduire les nombres des FFI. À partir du décret du 23 septembre, les FFI sont intégrés dans la nouvelle armée française : ils perdent ainsi leur caractère « révolutionnaire ». Quant au guerrier, héros espagnol, il se lance imprudemment à la fin octobre dans une opération de reconquête du Val d'Aran. Ce sera un échec. Ils en sortiront fortement affaibli.

La réduction du « pouvoir militaire résistant » est donc assez rapide. Celle du pouvoir politique prend plus de temps. Dès le mois de septembre, le CDL constate la dégradation de ses rapports – non pas avec le préfet, son interlocuteur direct qu'il considère « avoir nommé travaillant avec lui en parfait accord » – mais bien avec le commissaire de la République. « *Nos rapports ne sont pas marqués par la cordialité la plus grande. Le fait que l'on a pas voulu, considérer au lieu CDL comme assemblée délibérante, mais simplement comme une assemblée consultative dont les avis peuvent être suivis ou non, nous gêne beaucoup dans notre action*⁸. » Plus le temps passe, plus les pouvoirs réels du CDL diminuent, en particulier dans des domaines sensibles comme le ravitaillement ou l'épuration. Poussée par le pouvoir central, l'administration affirme ses prérogatives. Des campagnes de dénigrement contre des membres du CDL, ainsi que l'insuffisance de ses moyens matériels accentuent son l'affaiblissement. Au cours de l'été 1945, le nombre des séances diminue. Les élections cantonales de septembre contribuent à le marginaliser définitivement. De son côté, la dissolution des MP traîne en longueur jusqu'au revirement du PCF au Comité central d'Ivry, où Thorez annonce l'élimination de « *tous les groupes armés irréguliers* ». Une déclaration qui en surprend plus d'un. Selon Martin Marcel Thourel, « *en Haute-Garonne, certains camarades, acceptèrent mal la directive venue d'en haut. [...] Cela amena souvent des restitutions d'armes symboliques ou partielles [...] Désormais, les membres du PC du Front national, recevront l'ordre de se retirer des MP ; aussi, privées de leurs éléments les plus dynamiques, elles végéteront et finiront par s'éteindre et sombrer dans les oubliettes de l'histoire*⁹ ».

⁸ *Idem*, p. 157

⁹ Marcel Thourel, *op. cit.* p. 235

Le cas des CLL est également exemplaire. L'intention gouvernementale d'organiser rapidement des élections municipales, menace leur existence. On cherche à les retarder. En vain. Elles ont lieu les 29 avril et 13 mai 1945. C'est à Toulouse que l'unité est la mieux préservée. La Résistance y présente une « liste commune républicaine », dirigée par le socialiste MLN Badiou. Le résultat est spectaculaire : avec 75 % des voix dès le premier tour, les 36 candidats de la « liste commune » sont élus. Par rapport à l'avant-guerre, les socialistes, qui contrôlaient alors la totalité du conseil municipal, ne sont plus que majoritaires : ils doivent tenir compte d'une forte minorité communiste. « *Le peuple, la plébiscité, la Résistance et le programme du CNR* », titre *La République*. Ailleurs, c'est beaucoup moins évident. Dans les autres grands centres du département, l'unité n'a pu être préservée. À Muret, à l'issue des deux tours, 22 socialistes sont élus (avec à leur tête Vincent Auriol) pour un seul communiste. Les élus sont des Résistants mais qui ne se sont pas présentés comme tels aux électeurs. À Revel, l'union du premier tour disparaît au second et, à Saint-Gaudens, les Résistants se répartissent sur trois listes différentes au premier tour et deux listes (socialiste et radicale) au deuxième. Dans les deux cas, les socialistes prennent la majorité aux radicaux et, d'une manière générale, la division de la Résistance va de pair avec son affaiblissement. Les élections de l'automne 1945 confirme ces tendances.

Les partis se présentent en ordre dispersé. Le MLN, principale force de la Résistance clandestine locale, reste une fédération d'hommes et d'idées. Il n'a pas voulu se transformer en véritable parti politique et constitue une association d'anciens Résistants, fragilisée durant l'été 1945, par l'opposition entre une minorité MURF (où se côtoient communistes et non communistes) et la majorité UDSR de sensibilité socialiste ou radicale. Héritier de la tendance démocrate-chrétienne de la Résistance, le MRP dispose de cadres solides mais son audience est faible (moins d'un millier d'adhérents dans le département au printemps 1945). Les radicaux, déjà en perte d'influence avant-guerre, sont devenus une sorte de point de ralliement de la bourgeoisie et de la classe paysanne aisée. Les socialistes font tout pour retrouver leur prééminence dans le temps. Ils recrutent surtout dans le monde des employés, des petits et moyens fonctionnaires, des petits propriétaires paysans. Ils auraient, d'après la police, entre 3000 et 3500 adhérents en 1945, moins qu'en 1938 (4275). Si l'organisation interne est toujours la même, les hommes comme les idées ont changé. Les principaux cadres sont issus de la clandestinité, le programme se veut beaucoup plus révolutionnaire, beaucoup moins gestionnaire. Quant aux communistes, ils font, là comme ailleurs, un important effort d'implantation et « d'infiltration ». Quantitativement, le résultat spectaculaire : 700 militants en août 1944 ; 9181 en mars 1945. Mais, qualitativement, cette « inflation militante » peut laisser à désirer. « Qui fut Résistant, qui est patriote, et qui ne l'est pas ? Le concept perd de sa netteté...Le PCF n'a-t-il pas commis l'erreur de permettre des infiltrations qui, à terme, pourront devenir dangereuse¹⁰ ? »

Aux élections cantonales de septembre, le MRP ne présente guère de candidats alors que le PCF est partout présent. Mais il n'y a pas de bouleversement. L'électorat garde ses réflexes traditionnels. Sur 39 sièges, la SFIO en remporte 30, les radicaux-socialistes 5, les socialistes indépendants 2, les communistes 2. Un relatif échec pour le PCF, eu égard à ses efforts. Tout est différent aux élections à la Constituante d'octobre. Il y a 6 listes en présence.

¹⁰ *Idem*, qui fournit aussi les indications d'effectifs, p. 213.

L'étiquette « Résistance » n'est plus revendiquée. Sur un total de 308 000 inscrits et de 234 400 votants, la SFIO vient en tête avec 80 000 voix et deux élus devant le PCF (60000 voix et également deux élus) et le MRP (46 000 voix et un élu). Le Parti radical ne recueille que 17 000 voix et n'a aucun élu. Même chose pour la liste Hauriou d'« Action républicaine et socialiste de la Renaissance française » qui comptait pourtant dans ses rangs des personnalités connues de la Résistance. Une époque s'achève. Le vote féminin a dû jouer un rôle non négligeable dans des élections ou à la différence des cantonales, on vote pour un parti, pour un programme et non pour un homme, pour un candidat. Pour ce qui est de la seule Haute-Garonne, on constate que, par rapport aux dernières élections législatives de 1936, les socialistes, qui avaient obtenu alors plus de 40 % des suffrages exprimés et disposaient de 5 sièges de députés sur 6, ont perdu une partie de leur prééminence. Reste à savoir si la poussée communiste et la percée MRP ne sont pas dues aux circonstances particulières de l'époque. Le nouvel équilibre des forces a besoin d'être confirmé. Les élections cantonales ont montré que l'enracinement socialiste persistait. L'appartenance à la mouvance de gauche, vérifiée encore avec la Résistance, n'est pas démentie. Il y a des changements mais pas de véritable bouleversement.

À la Libération, la nature des pouvoirs à Toulouse et en Haute-Garonne a évolué avec le temps¹¹. Au départ, pendant environ trois à quatre semaines, la Résistance occupe entièrement le pouvoir. Mais pas de façon uniforme. Le CDL d'un côté, les CLL, MP et groupements FFI de l'autre prennent de nombreuses initiatives. Les représentants du pouvoir central doivent composer et louvoyer : ils ne sont pas les maîtres du jeu. Des forces nouvelles sont libérées. L'élan unitaire de la Résistance est préservé, même si les conflits de personnes ou d'intérêts n'ont pas disparu. La volonté révolutionnaire de changement est manifeste, mais c'est une volonté légaliste, plus verbale que réelle.

À partir de la mi-septembre, 1944 – le voyage du général de Gaulle à Toulouse peut servir de tournant symbolique – le processus de normalisation s'accélère. Victime de ses propres faiblesses et contradictions, la Résistance se divise et s'affaiblit. Ce sont d'abord les représentants de l'État centralisé et républicain qui réaffirment leurs prérogatives. Au détriment des groupements militaires et de différents organismes locaux décentralisés, type CDL, CLL, ou MP. Leurs pouvoirs sont petit à petit grignotés et leur existence est finalement remise en question. Ce sont ensuite les différents partis qui, à l'approche des échéances électorales, développent leurs particularismes propres. L'élan unitaire a bien disparu. Un nouvel équilibre des forces politiques s'établit, mais qui ne représente pas un véritable bouleversement par rapport à l'avant-guerre.

Il a fallu moins d'un an pour que la situation soit « normalisée ». Plus rapidement et avec moins de difficultés que certains l'ont dit ou pensé. Mais en laissant un goût de rancœur, d'amertume et de déception chez tous ceux qui avaient un peu trop cru aux aspects les plus progressistes de « l'esprit de la Résistance ».

¹¹ Pour plus de détails, voir Michel Goubet, « Une République rouge à Toulouse à la Libération : mythe ou réalité ? », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n°131, 1983, pp. 25-40 et « Enjeux et rapports politiques à la Libération dans la région toulousaine », *La Libération dans le Midi*, op. cit. pp. 121-136.